

# Productivité, profits et Covid

 [alternatives-economiques.fr/michel-husson/productivite-profits-covid/00094183](https://alternatives-economiques.fr/michel-husson/productivite-profits-covid/00094183)

Chronique

23/10/2020

Michel Husson Economiste, membre du Conseil scientifique d'Attac

Avant la pandémie, les économistes discutaient d'une possible « stagnation séculaire » et trébuchaient sur le paradoxe de la productivité : beaucoup d'innovations, peu de productivité. La question est de savoir si la crise actuelle peut changer les termes du débat.



## Une variable clé mais... énigmatique

Les entreprises ont vu leur rentabilité fortement chuter. Partons du principe – vraisemblable – selon lequel leur préoccupation majeure va être, dès que possible, de la rétablir. Sur quels facteurs peuvent-elles jouer ?

Au niveau global, l'euthanasie des « entreprises zombies » permettrait de réduire le montant du capital à valoriser. Les donneurs d'ordre pourront faire – encore un peu plus – pression sur les sous-traitants ou tenter de délocaliser une partie supplémentaire de leurs activités. Le gel des salaires est évidemment un moyen de réduire les coûts, surtout si une partie de cette baisse est prise en charge par l'Etat, qui peut aussi – c'est déjà fait – réduire les impôts des entreprises.

Reste une variable clé : la productivité du travail, qui mesure le volume de biens ou services produits par salarié. La crise pourrait-elle être alors l'occasion de mettre fin au recul tendanciel des gains de productivité constaté depuis plusieurs décennies ?

Cette inflexion dans la dynamique du capitalisme est un phénomène majeur, dont l'importance est souvent sous-estimée, par exemple dans les livres récents de Thomas Piketty (*Capital et idéologie*) ou de Branko Milanovic (*Le capitalisme sans rival*). On a bien essayé de montrer qu'il y avait un problème de mesure, que les prix étaient surestimés, qu'il y avait des délais (mais cela fait longtemps qu'on attend !), sans convaincre. Nous avons déjà évoqué cette question, et montré les difficultés rencontrées dans les tentatives de modélisation où la baisse des gains de productivité est expliquée par le temps qui passe.

Pourtant, et c'est un autre paradoxe, des prédictions catastrophistes se sont multipliées dans la période récente. L'étude de référence, maintes fois citée, est celle de Frey et Osborne, qui prévoyaient en 2013 que 47 % des emplois aux Etats-Unis seraient menacés par l'automatisation au cours des deux prochaines décennies. Pourtant, les études les plus solides ne discernent pas jusqu'ici d'effet négatif de l'automatisation sur l'emploi total. En revanche, elle réduit la part des travailleurs effectuant des tâches de routine, en particulier manuelles. C'est ce que confirme une étude récente.

## Pendant le Covid-19

---

La crise due à l'épidémie de Covid-19 a conduit à un recul brutal de l'emploi et des heures de travail partout dans le monde. L'Organisation internationale du travail (OIT) estime que le nombre total d'heures travaillées dans le monde a baissé de 17,3 % au deuxième trimestre 2020 par rapport au dernier trimestre 2019, soit 495 millions d'emplois en équivalent temps plein. Les pays à faible revenu sont les plus touchés, avec une baisse de 23,3 % des heures travaillées, soit 240 millions d'emplois en équivalent temps plein.

Les femmes sont « environ deux fois plus susceptibles que les hommes d'occuper des emplois à haut risque de transmission de Covid-19 et d'automatisation »

La chute de l'emploi a cependant été amortie en raison d'une réduction de la durée du travail, sous diverses formes comme le chômage partiel. En France, le nombre d'heures travaillées dans l'ensemble de l'économie a baissé de 1,7 milliard, soit de 4 %, au cours des deux premiers trimestres de 2020. Mais plus de 80 % de cette baisse ont été couverts par le chômage partiel ou d'autres dispositifs équivalents, selon le rapport économique, social et financier du gouvernement.

Cette réduction « forcée » de la durée du travail (qui fait donc baisser la productivité du travail) est un hommage du vice à la vertu qui devrait ouvrir à nouveaux frais un débat tabou en France.

Pendant ce temps, le petit jeu des pronostics continue. Selon le McKinsey Global Institute, « 22 % des postes de travail pourraient être automatisés d'ici à 2030 » en Europe, soit l'équivalent de 53 millions d'emplois. Une enquête menée par ce même institut auprès de 800 chefs d'entreprise à travers le monde montre qu'ils ont déjà accéléré l'informatisation et l'automatisation pendant la pandémie. Leur effort a surtout porté sur le télétravail. La crise du Covid-19 pourrait ainsi ouvrir une période de reprise des gains de productivité.

Mais c'est oublier l'une des caractéristiques du double choc d'offre et de demande infligé par la pandémie, à savoir son hétérogénéité selon les secteurs (et les pays). Dès lors, même un redémarrage progressif de l'économie ne résorberait pas ces désajustements, comme le souligne une étude minutieuse d'économistes de l'Institute for New Economic Thinking.

L'étude de McKinsey sur l'emploi en Europe, déjà citée, apporte de ce point de vue un éclairage utile : à côté des 22 % d'emplois menacés par l'automatisation, elle identifie 26 % d'emplois menacés par le Covid-19. Ces deux catégories se recouvrent en partie : 10 % des emplois européens seraient ainsi menacés à la fois par l'automatisation et le Covid-19. Ces emplois « doublement exposés » sont très inégalement répartis selon les secteurs. Par exemple, 5,4 millions d'emplois du commerce (soit deux sur trois) seraient exposés à ce double risque.

Cette différenciation serait particulièrement défavorable aux femmes, et c'est une différence importante avec la crise précédente : elles sont « *environ deux fois plus susceptibles que les hommes d'occuper des emplois à haut risque de transmission de Covid-19 et d'automatisation* ».

## Après le Covid-19

---

Les entreprises vont donc être incitées à automatiser la production pour augmenter la productivité, mais aussi pour réduire l'incertitude quant à la disponibilité effective de main-d'œuvre, compte tenu des mesures sanitaires.

En sens inverse, l'incertitude pèse aussi sur les perspectives d'activité, ce qui aura pour effet contraire de dissuader les entreprises d'investir, d'autant plus que leur rentabilité s'est dégradée. C'est sur cet aspect qu'insiste Alistair Dieppe, un économiste de la Banque centrale européenne (BCE) :

*« L'incertitude quant à la durée de la pandémie pèse sur les investissements et entrave le commerce ; les investissements directs étrangers et les restrictions à la mobilité pourraient ralentir davantage la réaffectation des travailleurs des entreprises à faible productivité vers celles à plus forte productivité. »*

Le gouvernement prévoit que le taux de marge va rattraper en un an un recul qui est du même ordre de grandeur que celui qui avait nécessité sept ans pour être comblé après la crise des subprime

Il est donc difficile de dire laquelle de ces deux tendances va l'emporter, et la réponse sera sans doute très différente d'un secteur à l'autre ; les tentatives de modélisation sophistiquée ne permettent pas de trancher.

Cependant l'examen des épidémies qui ont précédé la Covid-19 (Sras, Mers, Ebola, et Zika) montre que la productivité aurait été réduite de 4 % au bout de trois ans, en raison de leurs effets perturbateurs : dislocation de la main-d'œuvre, restriction des crédits, désorganisation des chaînes de valeur, baisse de l'innovation.

## Vers une reprise « en V » du profit ?

---

Le rapport économique, social et financier du gouvernement, déjà cité, comporte un graphique saisissant (page 61). Il retrace l'évolution du taux de marge, autrement dit la part du profit dans la valeur ajoutée des entreprises françaises.

La crise de 2008 le fait chuter puis, à partir de 2013, il récupère son retard pour retrouver un niveau historiquement élevé. Ce double mouvement de baisse puis de rattrapage dessine une longue reprise « en V » du profit. Puis survient la crise du Covid-19, qui le fait chuter brutalement, à peu près au même niveau que lors de la précédente crise.

Les prévisions gouvernementales sont alors que le taux de marge va rattraper en un an un recul qui est du même ordre de grandeur que celui qui avait nécessité sept ans pour être comblé. Cela revient à postuler héroïquement que la vitesse du rattrapage sera forcément égale à celle de la chute.

Cette feuille de route illustre en tout cas l'un des enjeux de la période : le rétablissement rapide du profit. A moyen terme, l'automatisation sous toutes des formes – y compris le télétravail – pourrait engendrer des gains « modernes » de productivité. A plus court terme, ce sont sans doute les recettes du vieux monde qui vont être mises en œuvre : faillites d'entreprises, réduction d'effectifs, allongement de la durée du travail, ou nouvelles délocalisations.